

Éboulements, glissements de terrain et routes coupées

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5520 - Jeudi 18 novembre 2021 - Prix : 10 DA

Produits alimentaires

Les prix sont toujours en hausse

4^e vague de la pandémie de coronavirus

L'Algérie est préparée, selon Benbouzid

Une hausse des prix passagère mais qui pourrait durer

Par Mohamed Habili

Au niveau qui est le sien aujourd'hui aux Etats-Unis, un peu plus de 6 %, ce qui n'est pas arrivé depuis longtemps, l'inflation, que des analystes de renom ont cru morte à jamais dès la fin du siècle dernier, en tout cas dans les économies les plus avancées, fait un retour inattendu, même si le sentiment dominant reste qu'elle est juste de passage, qu'elle n'est pas là pour s'installer dans la durée. Dans le groupe des économistes vedettes, Lawrence Summers, l'ancien secrétaire au Trésor dans l'administration de Bill Clinton, est à peu près le seul à croire le contraire. Il est d'autant plus sollicité par les médias aujourd'hui pour leur dispenser ses lumières qu'il avait effectivement mis en garde contre ce retour d'inflation un certain temps avant que l'indice des prix ne se mette à grimper avec constance mois après mois. A-t-il pour autant rendu compte du phénomène de façon convaincante ? Sur ce point le scepticisme est toujours de rigueur. L'idée continue de prévaloir que la hausse actuelle des prix, aux Etats-Unis mais aussi presque partout dans le reste du monde, procède d'une forte reprise de la demande alors que l'offre est encore loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant la pandémie.

Suite en page 3

Campagne pour les élections locales

Plus que quelques jours pour convaincre



La campagne pour les élections locales du 27 novembre boucle sa deuxième semaine. Bien que «timide» jusque-là, les partis et candidats en lice pour les APC et APW ont encore quelques jours pour monter en cadence et tenter de convaincre la population de se rendre aux urnes. [Page 2](#)

Remboursement des dettes des entreprises en difficulté

Anade : 224 dossiers supplémentaires acceptés

Belmadi devra apporter des corrections

Des satisfactions et des déceptions chez les «Verts»

Campagne pour les élections locales

Plus que quelques jours pour convaincre

■ La campagne pour les élections locales du 27 novembre boucle sa deuxième semaine. Bien que «timide» jusque-là, les partis et candidats en lice pour les APC et APW ont encore quelques jours pour monter en cadence et tenter de convaincre la population de se rendre aux urnes.

Par Aomar Fekrache

À la différence des premiers jours du début de campagne, l'on voit un peu plus de listes sur les espaces d'affichage et les portraits des futurs élus deviennent beaucoup plus visibles sur Facebook. Il n'empêche que cela demeure loin du forcing que les candidats devaient faire pour gagner l'approbation des électeurs. L'on ne peut douter de la volonté des candidats de décrocher un siège d'élu, mais l'absence de stratégie et d'une approche professionnelle pour atteindre et cibler les différentes couches de la société est flagrante. D'ailleurs, des discours des uns et des autres, de leurs affiches électorales ou post sur les réseaux sociaux, l'on relève un manque d'originalité qui les empêche de se distinguer et se faire remarquer. Les discours politiques des chefs de partis, qui sillonnent depuis 14 jours les wilayas du pays, sont loin de combler le peu de dynamisme des élus au niveau des quartiers et des villages. Les conditions climatiques et les effets de l'épidémie de coronavirus ne pourraient justifier, à eux seuls, le peu d'activités de proximité programmées. La campagne électorale, faut-il le préciser, se déroule dans le calme et la sérénité, et à la charge des candidats de se retrouser les manches et approcher les électeurs. Bien que la totalité des prétendants misent sur les réseaux sociaux pour s'adresser aux populations, cela ne peut remplacer le contact direct et les échanges entre futurs élus et citoyens sur les problèmes rencontrés au quotidien. A en croire diffé-



rentes sources, les futurs élus comptent s'investir davantage durant les six derniers jours avant le silence électoral. Une durée largement suffisante pour faire connaître les programmes, formuler des promesses et tenir des engagements. Les partis et les candidats affirment pouvoir faire la différence par rapport aux Assemblées passées, grâce à la qualité de leurs candidats, propres, jeunes et universitaires pour la plupart d'entre eux. Si actuellement les leaders politiques axent leurs allocutions sur le processus d'édification institutionnelle, les pré-

rogatives des élus et autres aspects stratégiques, les candidats, eux, pourront mieux capter l'intérêt des citoyens à travers un discours traitant de dysfonctionnements en rapport avec le quotidien. Les problèmes rencontrés par les habitants des villes ne sont pas forcément les mêmes que ceux des zones rurales, les attentes des résidents de communes du nord du pays ne sont pas les mêmes que celles du Sud. Bien que les chefs de partis n'ont jusque-là pas manqué d'évoquer sommairement des failles en fonction des wilayas don-

nées, les candidats, eux, sont censés désormais parler concrètement de détails liés au transport, au gaz, électricité et eau, routes et pistes agricoles. Des problèmes récurrents au centre des revendications et colère souvent exprimées par les habitants. En attendant le jour J,

force est de préciser que les vidéos et autres écrits partagés sur Facebook peuvent bien aider, mais l'on ne peut gagner une élection, locale de surcroît, sans un intense travail de proximité.

A. F.

Bilan des dernières 24 heures

135 nouveaux contaminés et 8 décès

L'Algérie a enregistré 8 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit deux cas de plus que le bilan d'hier (6), portant à 6 005 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 135 cas, soit 6 cas de moins par rapport au bilan d'hier (141), pour atteindre, au total, 208 380 cas confirmés.

R. N.

Produits alimentaires

Les prix sont toujours en hausse

Tomate à 150 DA, pomme de terre à plus de 110 DA, la courgette à 130 DA et les carottes à 100 DA, les prix stagnent et ne baissent pas malgré les mesures prises par les ministères du Commerce et de l'Agriculture pour mettre fin à la hausse des prix des produits alimentaires.

La hausse des prix perdure, dérange et s'accroît. Le citoyen peine à remplir son couffin avec les prix pratiqués depuis des mois, pratiquement sur tous les produits alimentaires. Au niveau des différents marchés du pays, notamment ceux de la capitale, la pomme de terre est proposée entre 110 et 130 DA le kilo.

Au niveau du marché Clauzel, les carottes, affichées il ya quelques jours à 90 DA, étaient proposées hier à 110 DA. Idem pour la courgette affichée 130 DA, la tomate à 150 DA le kilogramme, les poivrons 200 DA, les aubergines à 80 DA le kilo et les oignons à 60 DA. Le chou-fleur est proposé à 120 DA et le

haricot vert à hauteur de 200 DA. Concernant l'ail, il est désormais presque inaccessible avec un prix s'élevant à plus de 900 DA. Même constat pour les fruits. Les pommes sont affichées à 350 DA, les poires à 350 DA. La majorité des commerçants affichent les oranges à 250 DA et les mandarines à 230 DA le kilo, les bananes à 290 DA. Du côté des viandes, notamment le poulet, son prix ne bouge pas, il stagne entre 450 et 470 DA. Au niveau des marchés, les citoyens observent, comparent et achètent le strict minimum, en attendant avec impatience une baisse des prix. «J'achète ce qui est moins cher. Je ne programme jamais mes menus à l'avance. Je cuisine et mange selon les prix», nous dira une retraitée rencontrée hier au marché Clauzel qui nous confiera que «pour cette semaine, vu les prix trop élevés, je me contenterai de faire des pâtes et une soupe aux lentilles». Face à cette inquiétante hausse des prix et la dégradation du pouvoir d'achat, le président

de la République avait instruit le gouvernement à l'effet de lutter contre la flambée des prix des produits de base, même si il est fait recours à l'importation, à titre urgent et exceptionnel.

Via l'application «Achki», le citoyen dénonce la vente concomitante

Des pratiques commerciales illicites que l'on croyait finies refont surface sur le marché national. La vente concomitante est en effet de retour dans plusieurs espaces commerciaux. Aucune filière ou branche d'activité n'est épargnée par ce phénomène. Ce commerce sous conditions, interdit par les règles de l'économie de marché, cible plusieurs produits notamment le lait, et souvent quand un produit connaît une pénurie. C'est ce qu'ont dénoncé les consommateurs via l'application «Achki», lancée le 5 novembre dernier par l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du

consommateur et son environnement (Apoce). En effet, Mustapha Zebdi, président de l'Apoce, a indiqué que «quelques jours après son lancement, l'application connaît un vrai succès vu le nombre de messages qui nous sont parvenus». Il a assuré que «l'organisation a commencé à recevoir de nombreux appels de citoyens de différents wilayas pour signaler la corruption commerciale qui s'est propagée dans nos marchés, en plus de la bureaucratie de l'administration et de la dégradation de la bureaucratie de l'administration des services de santé et mauvais accueil des citoyens dans divers départements». Concernant la majorité des plaintes qui ont été signalées par les citoyens, Zebdi a indiqué qu'elles sont liées à l'emplacement des spéculateurs, en plus d'exposer de nombreuses pratiques commerciales frauduleuses de certains commerçants telles que la vente concomitante de certains produits avec le lait et l'huile, et en signalant la vente de produits périmés».

Thinhinene Khouchi

— De fortes pluies orageuses continueront d'affecter le Centre et l'Est du pays —

LA QUESTION DU JOUR

Une hausse des prix passagère mais qui pourrait durer

Suite de la page une

Les plans de relance mis en œuvre par les gouvernements occidentaux, pendant 2020 en particulier, en vue d'amortir l'inéluctable impact négatif au plan économique de leurs politiques de confinement, ont empêché que des pans entiers de leurs populations basculent dans le chômage et la grande pauvreté. Ils ont permis ce faisant à la demande de se maintenir dans une bonne mesure malgré la baisse d'activité consécutive à la crise sanitaire. Ces plans, pour dispendieux qu'ils soient, n'ont pas été à même de faire reprendre à la machine économique son régime d'avant la pandémie dès la sortie des confinements. La hausse des prix, une expression peut-être plus appropriée en l'occurrence que le terme d'inflation, est la conséquence de ce déséquilibre entre offre et demande à l'échelle mondiale. La mondialisation, ou peut-être plus simplement la délocalisation, fait en sorte qu'aucune économie ne peut se rétablir toute seule. La pénurie des semi-conducteurs, l'exemple qui se présente en premier à l'esprit pour décrire l'état réel de l'économie mondiale dans le contexte actuel de pandémie, a forcé au ralentissement, et dans certains cas à l'arrêt pur et simple, des industries appartenant à des secteurs variés. Mais des perturbations affectant en même temps la chaîne de production dans plusieurs domaines, il résulte des hausses de prix, mais pas nécessairement une inflation, qui elle implique une hausse généralisée des prix capable à la fois de s'auto-entretenir et d'empirer. Reste qu'à 6 % de hausse, il devient difficile de faire comme si la priorité restait comme il y a deux ans la lutte contre la pression déflationniste. Pendant plusieurs mois, la Fed, la banque centrale américaine, a néanmoins maintenu le cap, résistant aux pressions des gens comme Lawrence Summers pour qui c'est sa politique d'expansion monétaire elle-même, continue depuis la crise financière de 2008, qui est inflationniste, et qu'il viendra bien un moment où le mal refoulé, rompant ses liens, déboulera sur la scène avec toute sa force destructrice. Si bien que la Fed n'a pu qu'annoncer qu'elle allait réduire progressivement ses achats d'actifs pour s'attaquer à une tension inflationniste qui loin de diminuer avec le temps, comme elle le croyait, s'est accrue au contraire.

M. H.

Éboulements, glissements de terrain et routes coupées

■ Les pluies diluviennes qui se sont abattues ces derniers jours sur plusieurs wilayas du pays ont généré beaucoup de désagréments, avec notamment des routes coupées à la circulation et des inondations.

Par Meriem Benchaouia

Ces fortes précipitations, marquées par d'importantes chutes de pluie enregistrées en quelques heures, ont perturbé la circulation automobile et plusieurs axes routiers se sont retrouvés sous les eaux. Sans parler des glissements de terrain et éboulements qui ont été enregistrés dans certaines communes. Heureusement, aucune perte humaine n'est à déplorer, selon la Protection civile. Cependant, ces incidents ont mis à nu l'anarchie qui règne dans le domaine de l'habitat et le non-respect des normes de la construction.

A cet effet, les services de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs (Alger) ont procédé, hier, à la fermeture provisoire de la station de transports de voyageurs de Bir Mourad Raïs suite à un éboulement rocheux au niveau de la station, a indiqué un communiqué des mêmes services. «Suite à de fortes chutes de pluie ayant provoqué un éboulement rocheux au niveau de la station de transports de voyageurs de Bir Mourad Raïs, et par souci de protéger les citoyens, les voyageurs et les usagers de la route adjacente, une série de mesures provisoires ont été prises jusqu'au rétablissement de la situation. L'arrêt des bus a été ainsi transféré à la rue adjacente avec interdiction aux autres véhicules



Ph/D. R.

de emprunter cette voie», précise la même source. Il a été décidé, par ailleurs, de la mise en double sens de la route parallèle menant vers l'avenue Mohamedi, ajoute le communiqué. Outre la mobilisation de policiers, des panneaux d'orientation ont été mis en place pour faciliter la circulation, conclut la même source. La veille, les services de la wilaya d'Alger ont annoncé la fermeture provisoire du chemin de wilaya n° 133, situé sur le territoire de la circonscription administrative de Draria, en raison de la survenue d'un glissement de terrain, a indiqué un communiqué de la wilaya. «Suite aux récentes intempéries qui ont provoqué un glissement de terrain (évacuation

des eaux pluviales) au niveau du chemin de wilaya n° 133, et qui constitue désormais un danger pour ses utilisateurs, le wali délégué de la circonscription de Draria a décidé de fermer cet axe à titre temporaire, en vue d'éviter la survenue de tout danger et de dévier le trafic routier à travers la 2^e rocade, ainsi que la route nationale n° 63, jusqu'à Hamdania, puis Souidania». Les travaux de réaménagement du chemin sont en cours, en coordination avec les services de la Direction des travaux publics, lit-on dans le communiqué. Par ailleurs, l'alerte aux pluies sur plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays devant expirer hier après-midi a été prolongée.

Selon un bulletin météorologique spécial émis par l'Office national de la météorologie, de fortes pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, continueront aujourd'hui d'affecter plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays. Les wilayas d'Ain Defla, Tipaza, Blida, Alger, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bouira, Béjaïa, Jijel, Bordj Bou Arréridj, Sétif, Mila et Constantine, sont placées en vigilance «orange», précise la même source. La quantité de pluie estimée durant la validité de ce BMS devrait varier entre 30 et 50 mm et pourra atteindre ou dépasser localement 60 mm sur les wilayas côtières, ajoute la même source.

M. B.

4^e vague de la pandémie de coronavirus

L'Algérie est préparée, selon Benbouzid

La quatrième vague de Covid-19, qui faisait tant peur aux autorités algériennes, a commencé depuis quelques semaines et celles-ci semblent se préparer en conséquence, même si la situation actuelle n'est pas de nature à alarmer outre mesure.

La courbe de la vague épidémique a commencé à monter, pas de manière rapide, mais pas au rythme des vagues précédentes. Les cas de contamination au Covid continue de croître depuis quelques jours, dépassant les 100 cas quotidiennement, après être descendus au-dessous de la barre de 70 cas par jour au début du mois d'octobre dernier.

Une situation très attendue, au regard de l'attitude de la population qui continue à bouder le vaccin. L'Algérie reste ainsi loin de son objectif de vacciner au minimum 70 % de la population pour tenter de réaliser l'immunité collective. Selon les derniers chiffres communiqués par le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, seuls 11 millions d'Algériens sont vaccinés, dont moins de 5 millions ont pris deux doses et 6 millions se sont contentés de seulement une dose. «Un nombre loin de celui attendu à la fin de l'année en cours, estimé à 20 millions de vaccinés», a-t-il déclaré.

Après le traumatisme de la troisième vague de Covid-19 qui a provoqué, entre juillet et août derniers, une crise sanitaire sévère, avec une hausse fulgurante des contaminations et des centaines de décès, une saturation des hôpitaux et une forte demande sur l'oxygène, les autorités algériennes semblent bien préparées pour faire face à cette nouvelle vague de Covid-19. Les spécialistes n'ont eu de cesse, ces dernières semaines, d'alerter sur une nouvelle recrudescence des contaminations. Une situation qui a poussé les autorités à prendre les mesures qui s'imposent pour affronter une éventuelle explosion de la maladie.

Les structures hospitalières sont-elles en mesure de contenir cette nouvelle menace sanitaire ? Selon Benbouzid, l'Algérie est bien réparée à faire face à cette quatrième vague de Covid-19. Lors d'une visite du travail dans la wilaya de Tissemsilt, le premier responsable du secteur a souligné que «la situation épidémiologique actuelle que connaît l'Europe, enregistrant une hausse du nombre des infections au coronavirus, nous pousse à prendre les précautions nécessaires pour faire face à une quatrième vague». Le secteur de la Santé a pu, selon lui, maîtriser la situation, grâce aux efforts concertés de tous les employés de la santé.

Aussi, Benbouzid a appelé «les citoyens à se préparer à cette vague, en optant pour une grande opération de vaccination afin de garantir une meilleure prévention contre cette épidémie».

Surtout pour les catégories vulnérables et celles qui sont amoindries par des maladies chroniques en général et les maladies respiratoires en particulier».

Le ministre a également appelé les citoyens ayant reçu les deux doses du vaccin anti-Covid-19 il y a six mois, à recevoir la troisième dose de vaccin de leur choix, soulignant que tous les vaccins sont disponibles, à savoir AstraZeneca, Sinovac, Sputnik et Johnson. «L'accent est actuellement mis sur la vaccination des personnes de plus de 65 ans atteintes de maladies chroniques», a-t-il précisé, affirmant que la vaccination «ne sera pas obligatoire». Le ministre avait déploré le recul du nombre de vaccinations au cours des dernières semaines, après la bonne performance enregistrée, depuis le début de la campagne de vaccination, avec un total de six millions de personnes vaccinées à l'échelle nationale. Autre fait aggravant souligné par le ministre, l'abandon par les citoyens des mesures de prévention, notamment le port du masque et le non-respect des mesures barrières.

Louisa Ait Ramdane

Remboursement des dettes des entreprises en difficulté

Anade : 224 dossiers supplémentaires acceptés

■ L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) a accepté 224 nouveaux dossiers pour rembourser les redevances des entreprises en difficulté, a indiqué, mardi, le ministre délégué chargé de la Micro-entreprise, affirmant que l'opération se poursuit jusqu'à l'examen de toutes les demandes.

Par Hamid B.

«**E**n application des axes de la nouvelle stratégie adoptée pour relancer le dispositif de l'Anade et prendre en charge les micro-entreprises défaillantes, à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, a été tenue la 27^e séance de travail de la Commission de garantie composée des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits et de l'Anade», note la même source.

Lors de cette réunion tenue au siège de l'Anade, 530 dossiers déposés par les représentants des banques de la wilaya de Constantine ont été examinés, dont 224 dossiers de remboursement acceptés pour plus de 39 milliards de centimes.

La même source fait état du report de 278 dossiers relatifs aux entreprises en activité accompagnées par l'Anade à tra-

vers le rééchelonnement de leurs dettes à la faveur de plans de charge pour la relance de leurs activités, dans le cadre des conventions signées.

Il a également été procédé à la régularisation définitive de 3 dossiers de micro-entreprises, dont les créances ont été payées auprès des banques et de l'Agence, alors que 25 dossiers ne remplissant pas les conditions de remboursement ont été renvoyés aux banques.

De surcroît, le nombre total des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés lors de la 27^e séance, s'élève à 13 693 dossiers.

Dans le cadre de sa stratégie, le ministre délégué invite les jeunes porteurs de projets, poursuivis judiciairement par les banques pour «non-paiement du crédit bancaire» et/ou suite à «une notification par un huissier de justice d'un ordre de saisie ou d'un ordre de vente», à se rap-



procher des annexes de l'Anade au niveau des wilayas pour bénéficier d'une prise en charge

et d'un accompagnement auprès des services bancaires pour arrêter toute poursuite judiciaire

ou procédure de saisie et de vente de matériel.

H. B.

Industrie pharmaceutique

Consolidation du partenariat pour le développement de la production locale

Le directeur général des laboratoires «AstraZeneca» en Algérie, Fouad Baghli, a révélé, mardi, le renforcement prochain du marché des médicaments nationaux par la production de plusieurs catégories de médicaments, en vue d'élargir les besoins en la matière.

S'exprimant lors d'une conférence de presse animée en compagnie des deux ambassadeurs de Suède, Bjorn Haggmark et du Royaume-Uni, Sharon Wardle, lors de leur inauguration du siège des laboratoires à Hydra et la présentation de projets d'investissement en Algérie dans le cadre du partenariat, M. Baghli a indiqué que le marché des médicaments en Algérie «sera renforcé par plu-

sieurs catégories de médicaments, notamment en matière de cardiopathies, de l'hypertension artérielle, du cancer et du diabète».

L'intervenant a ajouté que les laboratoires tendent, depuis plusieurs années, à transférer la technologie et à développer le secteur pharmaceutique, soit à travers la consolidation de la production locale de médicaments existant sur le marché ou l'introduction dans le marché, de nouveaux types issus des technologies nouvelles.

Selon le même responsable, les laboratoires «AstraZeneca» travaillent, depuis des années, dans le cadre du partenariat avec les producteurs locaux, en vue de s'élargir d'année en année, afin de former ses res-

sources humaines (compétence 100 % algérienne) et en vue de les aider à acquérir les connaissances, avec consolidation du marché de l'emploi en Algérie et réduction de la facture d'importation des médicaments.

Il a également révélé la hausse de la capacité de production et des opportunités d'investissement en Algérie, durant les 3 et 4 prochaines années, entre 30 % à 40 %, ce qui permettra, a-t-il dit, de contribuer à assurer une couverture sanitaire de tous les médicaments, en sus du positionnement dans la région MENA (Afrique du Nord et Moyen-Orient) sur laquelle la firme pharmaceutique mise, à travers des ressources pharmaceutiques que produit l'Algérie, à l'effet de s'orienter à l'avenir vers

l'exportation.

Le représentant des laboratoires de la région MENA, Rami Skandar, a affirmé que «l'Algérie est un pays pionnier en matière d'industrie pharmaceutique et sur lequel la firme "AstraZeneca" comptera à l'avenir».

Etant donné qu'AstraZeneca est un partenariat entre les deux pays, les deux ambassadeurs de Suède et du Royaume-Uni, ont mis en avant l'importance qu'accordent les pouvoirs publics algériens aux industries pharmaceutiques, en vue de développer le marché des médicaments locaux, ce qui a amené, ont-ils dit, plusieurs laboratoires à investir localement, conformément aux critères et lois adoptés en Algérie. **Maya H.**

APN

Le président de la Commission des AE reçoit la chargée d'affaires à l'ambassade émiratie à Alger

Le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'Assemblée populaire nationale, Mohamed Hani, a reçu, mardi, la chargée d'affaires par intérim à l'ambassade des Emirats arabes unis, M^{me} Mouza Suleiman Al-Hassani, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement. La rencontre a porté

sur les relations bilatérales ainsi que les voies et moyens de les développer sur tous les plans, notamment le volet économique, à travers un partenariat stratégique «gagnant-gagnant», a ajouté le document.

«Les deux parties ont passé en revue nombre de questions régionales et internationales d'intérêt commun, à la lumière des derniers développements enre-

gistrés dans le monde arabe», a précisé la même source.

Dans ce cadre, poursuit l'APN dans son communiqué, M. Hani a réitéré «l'attachement de l'Algérie à son principe de non-ingérence dans les affaires internes des pays, au raffermissement du rang arabe pour faire face aux différents défis liés à la sécurité, la stabilité et le développement, tout en adoptant le dia-

logue pour le règlement des crises».

Pour sa part, M^{me} Mouza Suleiman Al-Hassani a affirmé que son pays était «soucieux d'appuyer les efforts bilatéraux pour encourager et développer le mouvement des investissements dans les secteurs de l'Industrie, de l'Agriculture et du Tourisme».

Ali N.

Énergie L'Algérien Mohamed Hamel élu SG du Forum des pays exportateurs de gaz

Le conseiller du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Hamel, a été élu, mardi, secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), a-t-on appris auprès du ministère.

Selon la même source, Mohamed Hamel a été élu SG de Forum des pays exportateurs de gaz parmi cinq candidats, lors la 23^e réunion ministérielle du Forum, à laquelle a pris part le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, à partir d'Abu Dhabi par visio-conférence.

Le candidat de l'Algérie a bénéficié de l'appui de plusieurs pays membres du GECF, a-t-on précisé.

Créé en fin 2008, le GECF est composé de 11 pays membres et 9 pays observateurs, qui détiennent, ensemble, trois quarts des réserves gazières de la planète et contribuent à plus de deux tiers des échanges de gaz (gazoduc et GNL).

Il s'agit de l'Algérie, la Bolivie, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigeria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago et le Venezuela, alors que l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, le Kazakhstan, la Malaisie, la Norvège, Oman, le Pérou et les Emirats arabes unis ont le statut de membres observateurs.

R. N.

Salon de la sous-traitance

Un total de 80 entreprises au rendez-vous à partir du 22 novembre

■ Un total de 80 entreprises, entre opérateurs économiques, donneurs d'ordres et sous-traitants, prendront part à la 6e édition du Salon de la sous-traitance (ALGEST 2021), prévu du 22 au 25 novembre courant, au Palais des expositions (Safex) à Alger, ont annoncé les organisateurs.



Par Samia Y.

Organisé conjointement par le World Trade Center Algiers et la Bourse algérienne de sous-traitance et partenariat (BASTP), le salon, «placé sous le haut patronage du président de la République», a pour but d'augmenter le niveau d'intégration de l'industrie algérienne pour arriver à une production nationale compétitive, tant sur le marché national qu'à l'export,

ont-ils expliqué dans une conférence de presse.

Dédié aux professionnels, l'événement regroupera des entreprises «révélatrices» du potentiel national de sous-traitance, ainsi que des compétences et savoir-faire dans plusieurs secteurs d'activités, notamment les industries mécanique, métallique, métallurgique, électrotechnique, le plastique, le caoutchouc, ainsi que celles des pièces et composants automobiles et les services liés à l'industrie,

soulignent les organisateurs. Avec un «riche» programme de conférences sur plusieurs thèmes, entre autres, l'innovation et le développement des PME, ALGEST 2021 sera également, durant quatre jours, un espace de rendez-vous d'affaires entre les exposants et les visiteurs professionnels attendus. Présent à la conférence de presse, le président de la BASTP, Kamel Agsous, a estimé que la tenue du salon intervient dans un moment «extrêmement

important», caractérisé par la volonté des pouvoirs publics de diversifier l'économie nationale, ainsi que l'objectif de dynamiser le secteur industriel et augmenter sa part dans le PIB.

Rappelant les dernières orientations des pouvoirs publics en matière de relance économique, notamment le secteur industriel comme facteur «déterminant» de la croissance économique, M. Agsous a qualifié la sous-traitance industrielle de «fer de lance» du développement d'une industrie nationale intégrée.

Le responsable a, par ailleurs, expliqué qu'au-delà des secteurs traditionnels (industries manufacturières), les années 2021 et 2022 seront marquées par l'émergence d'autres domaines permettant le développement industriel national intégré, tels que l'énergie, les énergies renouvelables, l'aéronautique, le transport, ainsi que l'introduction des nouvelles technologies issues du développement du numérique et de l'intelligence artificielle.

Pour sa part, le président du World Trade Center Algiers, Ahmed Tibaoui, a souligné que ce salon vise à promouvoir la sous-traitance industrielle et diminuer la facture d'importation d'un certain nombre de matières premières susceptibles d'être assurées localement à travers des partenariats publics-privés. Il a, à cet effet, appelé à «la libération du secteur public pour que ses acteurs s'engagent dans leurs actions sans craindre des poursuites judiciaires pour mau-

vaise gestion».

Le directeur de la BASTP, Aziouz Laib, a indiqué de son côté que 129 produits destinés à l'intégration, à l'instar des kits GPL, des carrousels, des bras de chargement et toute la pièce de rechange actuellement importés par le groupe Naftal, seront exposés dans ce salon.

Rappelant la convention, signée en 2018, entre la BASTP et le Groupe Naftal, visant le développement de l'intégration dans la fabrication locale des produits importés, M. Laib a indiqué que la BASTP a identifié avec les techniciens de Naftal 129 produits sujets d'intégration, ajoutant que la société «souhaiterait ainsi trouvé des fournisseurs et des sous-traitants locaux».

S. Y.

Pétrole

Le Brent recule à 81,58 dollars

Les cours du pétrole se repliaient hier, alors que de premières estimations faisaient état d'une hausse hebdomadaire des réserves commerciales de brut aux Etats-Unis, avant la publication des données officielles. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier céda hier matin 1,03 %, à 81,58 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de décembre perdit 1,14 % à 79,84 dollars. Selon la Fédération des entreprises pétrolières aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), les stocks commerciaux de brut aux Etats-Unis ont augmenté de 600 000 barils la semaine dernière.

Les investisseurs attendaient hier la publication des données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

Les analystes tablent sur une hausse de 1,2 million de barils des stocks de brut, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

Mais les données de l'API ont également montré une forte baisse des stocks d'essence (-2,79 millions de barils).

Si les Etats-Unis puisent dans leurs vastes réserves stratégiques, cela pourrait à court terme limiter la hausse des cours.

Par ailleurs, de nouvelles vagues du Covid-19 secouent l'Europe, poussant certains gouvernements à remettre en place des restrictions, ont indiqué des analystes, précisant que l'effet sur la demande d'or noir est pour l'instant «négligeable», mais pourrait s'intensifier si la pandémie poursuit son rebond.

Sara G.

F. L.

Commerce

L'Ugcaa plaide pour une réduction des taux d'impôts

Des cadres de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa) et des représentants de 35 fédérations nationales des artisans et de l'entrepreneuriat ont plaidé, mardi à Alger, pour une réduction du taux d'impôts et un allègement des charges fiscales.

Lors d'une rencontre qui a regroupé ces fédérations et artisans affiliés à l'Ugcaa avec la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), les représentants de ces 35 fédérations ont plaidé pour «la révision du système d'impôts, ainsi qu'un allègement des charges fiscales pour booster l'activité commerciale et lutter contre le commerce parallèle». S'agissant de leurs activités, les intervenants ont

pointé du doigt la pandémie (Covid-19) et le couvre-feu sanitaire qui ont entravé leur activité et impacté leur trésorerie durant ces deux dernières années.

A cet effet, le secrétaire général de l'Ugcaa, Hazab Benchohra, a estimé que ces charges «trop élevées» incitent les commerçants à travailler dans le circuit parallèle, amplifiant, ainsi, le réseau des commerçants informels qui d'ailleurs «dépassent de loin» les commerçants qui activent dans le circuit légal, selon lui. Selon ses estimations, «le taux des commerçants qui payent les impôts ne dépasserait pas les 30 %, faute de mesures fiscales incitatives».

M. Benchohra a également évoqué l'absence de marchés de gros adéquats pour la commercialisation des produits alimentaires. A ce propos, il a cité le marché de gros des produits

alimentaires «Semmar» qui représente, selon lui, «un point noir dans la ville d'Alger». «Situé à proximité avec les habitations, ce marché qui abrite 850 commerçants et plus de 4 500 employés, représente une nuisance permanente pour les riverains sans parler de son impact sur l'environnement», a-t-il déploré.

Les commerçants présents proposent, à cet effet, l'éradication «pure et simple» de ce marché de gros et son remplacement par un marché moderne à Birtouta (Alger).

«L'APC de cette commune nous a octroyé un terrain d'une superficie de 42 hectares pour réaliser ce projet, mais nous n'avons pas eu l'aval de la tutelle», a fait savoir M. Benchohra. Les intervenants ont proposé également la réhabilitation du marché de gros de Kharouba

(Boumerdes), à l'abandon depuis une vingtaine d'années.

Intervenant lors de cette rencontre, le président de la Fédération des bijoutiers a souligné, pour sa part, le manque de matière première dont souffre sa filière, affirmant que «le seul gisement des ateliers c'est l'or de récupération (l'or cassé) vendu par les ménages».

Ainsi, il a appelé les pouvoirs publics à booster cette filière de «forte valeur ajoutée» à travers un partenariat gagnant-gagnant avec les pays africains aurifères, tels le Mali, le Niger, le Sénégal ou encore le Zaïre.

A souligner que la réunion avait pour but l'examen des conditions de travail des activités commerciales et artisanales en Algérie, ainsi que les préoccupations des professionnels du secteur.

Bordj Bou Arréridj Raccordement de près de 1 600 foyers aux réseaux d'électricité et de gaz

An total, 1 580 foyers des villages de Kerkar et Aouine Zerigua, deux zones d'ombre de la commune de Bordj Bou Arréridj, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel. Dans ce cadre, 580 habitations ont été raccordées au gaz naturel, dont 450 foyers au niveau du village Aouine Zerigua, à la faveur de la création d'un réseau de 13,46 km, et 130 autres foyers dans la zone rurale de Kerkar où un linéaire de 4,11 km a été réalisé, selon la fiche technique du projet. Cette opération a été affectée au bénéfice de 3 190 âmes relevant de ces deux zones d'ombre, est-il mentionné. Aussi, 1 000 foyers ont été raccordés au réseau électrique, dont 600 dans la zone de Aouine Zerigua (20 km de réseau) et 400 dans le village de Kerkar (7,2 km), soit un total de 5 500 âmes qui ont bénéficié de cette action. Supervisant l'opération de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité de ces deux zones d'ombre en présence des autorités locales, le wali, Mohamed Benmalek, a affirmé que l'opération s'inscrit dans le cadre du programme de raccordement des zones d'ombre en ces énergies et l'amélioration des conditions de vie des habitants, notamment avec l'approche de l'hiver. Il a également déclaré que les efforts de l'Etat se poursuivent pour raccorder toutes les zones isolées de cette wilaya aux réseaux électrique et gazier. Pour rappel, parallèlement à la mise en service de ces réseaux, une journée de sensibilisation sur la mauvaise utilisation du gaz naturel a été organisée par les services de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya au profit des nouveaux bénéficiaires de cette énergie pour les exhorter à respecter les normes de sécurité lors de l'utilisation des appareils de chauffage.

F. M.

Blida

Programme d'extension de la plantation du caroubier

■ Un programme ambitieux pour l'extension de la plantation du caroubier, un arbre qui a fait la réputation de Blida par le passé, a été mis au point par la Conservation locale des forêts, en coordination avec l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a sélectionné cette région du pays comme wilaya pilote pour la culture du Caroubier en 2020, a-t-on appris.

Par Lyes B.

Selon le chef du service d'extension du patrimoine et de la protection des terres, Mohamed Mokadem, ce programme prévoit la plantation de caroubiers sur 85 hectares de zones forestières, dans le cadre de la campagne annuelle de boisement 2021/2022. "Cette démarche vise l'extension de cette culture (caroubier) au niveau d'espaces forestiers et de vergers, dans la perspective de réhabiliter de cette filière et de la développer", a-t-il ajouté. Mokadem a signalé que des actions de sensibilisation des agriculteurs et des propriétaires de pépinières et de vergers sont en cours afin de les encourager à se tourner vers cette culture.

Il a observé que beaucoup de caroubiers de la wilaya sont vieillissants, vu qu'ils remontent à l'époque coloniale, relevant que plus de 200 agriculteurs sont actuellement intéressés par cette culture. Les zones concernées par cette campagne de plantation qui s'étalera jusqu'à mars prochain, sont réparties à travers les communes de Soumaâ (40 hectares), Meftah

(35 hectares) et Hammam Melouane (10 hectares). Parallèlement à cette démarche, les jeunes et les porteurs de projets sont encouragés à investir dans les différents produits de cet arbre, pour assurer le développement de la filière.

De son côté et dans le cadre des efforts de réhabilitation de cette culture, l'Association nationale de développement du Caroubier prévoit la plantation de 3 000 plants, durant la présente campagne. L'opération sera menée en coordination avec diverses associations, institutions et organismes publics de la wilaya, selon le président de l'association, Hamza Kadi.

Signalant le recul de la culture du caroubier ces dernières années, il a fait part des efforts consentis par son association pour sa réhabilitation à travers des actions de reboisement, réalisées avec différents partenaires tels que les universités de Blida 1 et 2 et la Conservation des forêts, au titre de conventions de coopération. «Les produits de cet arbre sont variés et nombreux, ce qui fait que cette filière représente un intérêt économique», a-t-il assuré en outre.



Pour rappel, Blida a été sélectionnée en 2020 comme wilaya pilote pour la culture du caroubier par l'Organisation mondiale pour l'alimentation et

l'agriculture, en raison de sa nature géographique adaptée avec cette culture et de son patrimoine végétal.

L. B.

Mascara

Octroi de plus de 900 autorisations de fonçage et de curage des puits

Les services de la wilaya de Mascara ont octroyé, durant les derniers mois de cette année, plus de 900 autorisations de fonçage et de curage des puits destinées à l'irrigation des terres agricoles, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Selon la même source, les services de la wilaya ont accordé, depuis le mois de mai jusqu'à la fin de la semaine dernière, 728 autorisations d'exploitation d'anciens puits dont le

niveau d'eau a connu une baisse, ainsi que 177 autres de fonçage pour renforcer l'opération d'irrigation des terres agricoles à travers les zones qui ont connu ces derniers mois un déficit de pluviométrie. Le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, a lancé une vaste opération d'examen des demandes d'agriculteurs concernant le forage et le curage de puits destinés à l'irrigation agricole, au cas par cas, par une commission mixte, constituée des directeurs des

ressources en eau, de la réglementation et des affaires générales et du secrétariat général de la wilaya, a-t-on fait savoir.

D'autre part, le programme d'urgence a été lancé l'été dernier en coordination avec le ministère des Ressources en eau, englobant le fonçage et l'équipement de 6 puits profonds dans la zone de Hebra, pour un débit de 100 litres/seconde afin d'approvisionner les agriculteurs des communes de Bouhenni, de

Mohammadia et de Mactaa Douz, en eau d'irrigation. En outre, il a été procédé à la pose d'une barge profonde pour le drainage au niveau du barrage de Bouhanifia pour entamer le désenvasement de 5 millions de mètres cubes de vase et revitaliser le projet de pose de la canalisation afin de drainer les eaux de ce barrage vers le barrage de Fergoug et en finir avec les problèmes des fuites, de vaporisation et de vol des eaux.

Samy Y.

Constantine

800 quintaux de miel produits durant la saison agricole 2020/2021

La production de miel dans la wilaya de Constantine a atteint 800 quintaux au cours de la saison agricole 2020/2021, a indiqué le directeur de wilaya des services agricoles, Messaoud Bendridi. Ce dernier a affirmé que la production de miel a enregistré une baisse de 330 quintaux (qx), par rapport à la saison (2019/2020) durant

laquelle la wilaya avait enregistré une production de l'ordre de 1 130 qx. La baisse de la production de miel est la conséquence de conditions climatiques défavorables qui ont privé les essais d'abeilles des plantes mellifères, source d'alimentation naturelle, ainsi que des dégâts occasionnés par les pesticides aux ruches de certaines exploita-

tions, a indiqué le DSA, soulignant que la wilaya de Constantine compte 23 360 ruches pleines. Les incendies déclarés dans les régions forestières connues pour leur activité apicole, dont El Khroub, Aïn Smara, Ibn Badis et Zighoud Youcef, ont également occasionné des pertes à 23 apiculteurs et détruit 1 012 ruches, a souligné

M. Bendridi, estimant à 6,289 millions DA le montant des indemnisations à accorder aux personnes impactées.

Le DSA a invité, en outre, les apiculteurs de la wilaya à se regrouper au sein d'une coopérative afin de bénéficier des facilités accordées par l'Etat pour l'encadrement et la promotion de cette filière et assurer la prise en

charge des apiculteurs de la wilaya, dont le nombre dépasse les 800. La Direction des services agricoles œuvre, a affirmé son responsable, pour la formation des apiculteurs et leur sensibilisation aux maladies qui menacent les essaims d'abeilles ainsi que les modes de traitement en vue de produire un miel entièrement naturel.

A. Y.

Salon des métiers artisanaux à Constantine

Forte affluence du public

Le Salon national des métiers artisanaux et de la créativité patrimoniale, qui se tient actuellement à Constantine, attire un public nombreux depuis son ouverture.



Artisan qui exerce ce métier depuis 15 ans dans son entreprise implantée dans la commune d'El Khroub (sud de Constantine), a souligné l'importance de valoriser ce métier au profit des générations futures, à travers l'organisation de ce genre de manifestations et de stages de formation en faveur des jeunes porteurs de projets dans ce créneau.

Cherifa Debah, de la wilaya d'Alger, qui exerce ce métier dans son atelier à El Mohammadia depuis environ cinq ans, a salué cette initiative, affirmant que «l'échange des expériences et des connaissances entre les professionnels de ce métier artisanal à travers l'organisation de manifestations culturelles et artistiques, vise essentiellement à améliorer et promouvoir la qualité du produit». «De tels rendez-vous permettront de renforcer davantage les métiers de l'artisanat et les professionnels auront l'opportunité de commercialiser leurs produits», a révélé de son côté Amal Lazeri, une artisane activant dans la vannerie, originaire de Kouba (Alger). Elle a également indiqué que le salon a pour objectif de mettre en exergue le rôle de l'artisanat dans la création de l'emploi et dans la dynamisation du développement économique, aussi bien local que national. S'étalant jusqu'au 19 du mois de novembre en cours, l'exposition de produits embrassant les différents métiers à l'image de la

poterie, du cuivre, la céramique, la dinanderie, des peaux et cuirs ainsi que les pâtes et les gâteaux traditionnels, a permis aux visiteurs de découvrir la richesse du patrimoine artisanal traduisant la profondeur civilisationnelle du pays. Il est à signaler que trois anciens artisans spécialisés dans la confection

d'habits et bijoux traditionnels en plus de l'osier, ont été honorés lors de la cérémonie d'inauguration de ce salon national qui compte une cinquantaine d'artisans participants de diverses wilayas du pays, à l'instar de Médéa, Boumerdès, Tlemcen, Bejaïa et Alger.

A. S.

Par Ables selles

Organisé à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artisan (9 novembre de chaque année), cet événement culturel et commercial propose des produits et des œuvres artisanales représentant différents métiers ancestraux. Cependant, le plus grand engouement est enregistré dans les stands des produits cosmétiques naturels. Les savons, les shampoings, les crèmes pour le visage et le corps et des soins pour cheveux (pour enfants et adultes) fabriqués de façon arti-

sanale à base de produits naturels tels que l'huile d'olive et le miel, sont cédés à des prix attractifs à la Maison de la créativité et au Palais de la culture Mohamed-Laid-Al-Khalifa.

A cet effet, Nedjma Bouleli, artisane de la wilaya de Constantine activant dans le domaine de la fabrication des savons naturels et produits cosmétiques, a indiqué que cet événement devenu traditionnel est «une opportunité pour le public constantinois de découvrir ce métier artisanal en net développement, en particulier ces dernières années». Egalement pharmacienne de formation, l'ar-

Rencontre

Le 25 Novembre a été déclarée Journée internationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes. Dans ce cadre, El-Bahdja Sari nous fera l'honneur et le grand plaisir d'être parmi nous, pour présenter son premier roman "Le Pantin Réveur" : histoire poignante de Bouba et celle de son combat.



Samedi 20 Novembre 2021
à partir de 14h00

à la librairie Point Virgule
Résidence Nour, rue des abattoirs, Chéraga,
Alger (en face du lycée Issiakhem)

SOYEZ LES BIENVENUS

Point Virgule Pour tous renseignements nous contacter 0555 083 077

Restauration d'un Picasso

Un algorithme dévoile l'œuvre sous... l'œuvre

Des chercheurs ont utilisé le deep learning pour rendre ses couleurs à ce tableau de Picasso, dissimulé sous une autre toile du maître. Dans le monde difficile des artistes, il n'est pas rare de réutiliser des tableaux pour faire des économies et peindre par-dessus un autre, quitte à cacher et à perdre l'œuvre précédente. Même les artistes aujourd'hui célèbres comme Picasso n'y ont pas échappé. L'un de ces tableaux, caché sous une autre peinture depuis plus d'un siècle, a repris vie grâce à la technologie. En 2010, les rayons X ont trouvé une peinture sous le tableau «Le repas de l'aveugle», considéré comme une des œuvres les plus importantes de la période expressionniste bleue de l'artiste. Ces rayons X ont dévoilé une femme nue qui a été surnommée «The lonesome crouching nude» (Le nu solitaire accroupi). Évidemment, il était impensable de retirer la couche de peinture du «Repas de l'aveugle» pour en faire ressortir le nu. Il a donc fallu avoir recours à des technologies modernes. George Cann et Anthony



Bourached, deux doctorants de l'University College de Londres, ont ainsi entraîné un algorithme en le «nourrissant» de dizaines de peintures de Picasso datant de la même époque. L'objectif était d'apprendre à l'algorithme le style de l'artiste afin qu'il puisse le reproduire. En utilisant l'image des rayons X comme guide, ils ont tenté de rendre ses couleurs à la peinture. Les chercheurs ont notamment eu recours au XRF, une technologie de fluorescence permettant de mesurer la composition élémen-

taire d'un matériau grâce à des rayons X. L'algorithme a ensuite tenté de reproduire les couleurs et les coups de pinceau de l'artiste. Une fois le tableau reconstitué par l'algorithme, l'œuvre a été imprimée en 3D sur une toile afin de créer une «imitation» réaliste. «C'est assez troublant de voir les coups de pinceau, la couleur et la façon dont les lumières se reflètent sur l'œuvre», témoigne George Cann, l'un des deux étudiants diplômés de l'UCL qui ont travaillé à rendre ses couleurs au

tableau. Selon la reconstitution réalisée par l'algorithme, Picasso a peint la femme accroupie dans des tons caractéristiques de sa période bleue. «Je pense que Picasso aurait apprécié nos études médico-légales», déclare Anthony Bourached. Il disait lui-même : «Je viens de peindre les images qui sont apparues devant mes yeux. C'est aux autres de trouver les sens cachés». Fait intéressant, cette femme accroupie apparaît également dans une autre peinture de Picasso intitulée «La Vie». «Le fait que la femme dans "The lonesome crouching nude" soit également dans "La Vie", et certains de ses croquis, suggère que Picasso a peut-être eu une affinité avec cette femme», indique George Cann. «The Lonesome Crouching Nude» n'est pas le premier tableau caché de la période bleue de Picasso à être révélé. En 2014, l'imagerie infrarouge avait dévoilé le portrait d'un homme barbu sous une autre œuvre de la période bleue, «The Blue Room», qui représente une femme prenant un bain.

L. B.

Agend'Art

Galerie d'art Amendyl
Jusqu'au 31 décembre :

Les œuvres artistiques des artistes peintres Bensaci Hani, Hamadache Hadjer et Ziani Sami sont exposées au public sous le thème «Art tissant des liens».

Institut français d'Alger
24 novembre de 18h00 à 20h00 :

Projection du film de Sébastien Lifshitz (documentaire, France, 135', 2020). Il s'agit d'un documentaire qui a été récompensé au Césars 2021 du prix du meilleur documentaire. Pour y assister il vous suffit de faire une réservation sur : ado@if-algerie.com.

Théâtre national algérien
17, 18, 19 et 20 novembre :
Présentation de la pièce de théâtre «GPS» de Mohamed Cherchal.

Jusqu'au 24 novembre :
Exposition collective d'art plastique intitulée «La rencontre».

23 novembre :
Un hommage sera rendu à deux icônes de la chanson algérienne, à savoir Nadia Benyoucef et Abdelkader Chaou.



Pologne

«La crise migratoire pourrait durer des années»

■ Le Pologne a averti, hier, que la crise avec le Bélarus «pourrait durer des mois, voire des années», affirmant que les migrants ont à nouveau «attaqué la frontière polonaise», limite orientale de l'UE, pendant la nuit.

Par Mourad M.

Mardi, les forces de sécurité polonaises avaient fait usage de gaz lacrymogènes et déployé des canons à eau pour repousser des migrants qui leur jetaient des pierres en tentant de traverser la frontière.

Quelques milliers de migrants, originaires principalement du Moyen-Orient, campent toujours du côté du Bélarus par des températures négatives dans des conditions très précaires, l'Occident accusant Minsk d'avoir orchestré depuis l'été la crise en réponse à des sanctions et afin de diviser l'UE.

L'UE affirme que Minsk a organisé l'afflux de milliers de migrants aux frontières de la Pologne et de la Lituanie pour se venger des sanctions imposées après l'implacable répression de l'opposition bélarusse depuis 2020.

Le président bélarusse, Alexandre Loukachenko et son principal allié, le président russe Vladimir Poutine, ont rejeté les accusations et critiqué l'UE pour ne pas avoir accueilli les migrants, dont certains sont restés bloqués pendant des semaines dans les régions frontalières boisées, la Pologne, ainsi que les deux autres voisins européens du Bélarus, la Lituanie et la Lettonie, refusant de les accueillir.

«La situation à la frontière polono-bélarusse ne sera pas résolue rapidement. Nous devons nous préparer pour des mois, voire des années», a déclaré le ministre polonais de la Défense, Mariusz Blaszczak, à la radio publique polonaise PR1.

Selon le ministre, les tentatives de franchissement de la frontière se sont poursuivies la nuit, les migrants utilisant la même «méthode d'attaque de la frontière polonaise» que celle

observée mardi au poste frontière de Bruzgi-Kuznica.

«L'attention du public s'est concentrée sur ce qui s'est passé à Kuznica, tandis que de plus petits groupes de migrants ont tenté de franchir la frontière polonaise dans d'autres sections, également de nuit», a-t-il déclaré.

Les gardes-frontières polonais ont enregistré mardi au total «161 tentatives de passage illégales de frontière», y compris «deux tentatives de passage en force», selon un communiqué.

La police polonaise a indiqué, hier, que neuf fonctionnaires ont été blessés mardi lors des affrontements, de même qu'un garde-frontière et un soldat.

Le Bélarus et la Russie ont condamné les mesures prises par les forces polonaises mardi, qui sont intervenues après que Bruxelles et Washington ont annoncé lundi vouloir élargir dans les prochains jours les mesures punitives prises contre le Bélarus. Suite à des pressions de l'UE, la compagnie aérienne bélarusse Belavia avait annoncé lundi que Syriens, Irakiens, Afghans et Yéménites étaient désormais interdits de vol depuis Dubaï vers le Bélarus. La Turquie a imposé les mêmes restrictions la semaine passée.

L'Irak a annoncé un vol de rapatriement prévu aujourd'hui pour au moins 200 de ses ressortissants bloqués à la frontière, dont des femmes et des



PH. > D. R.

enfants.

Le Président Loukachenko, au pouvoir depuis trois décennies, s'est entretenu lundi de la crise avec la chancelière allemande Angela Merkel.

C'était son premier appel téléphonique avec un dirigeant occidental depuis la répression de manifestations de masse contre son régime l'année dernière.

Le président français Emmanuel Macron s'est également entretenu avec son homologue russe Vladimir Poutine pour tenter de désamorcer la crise. Les organisations humanitaires affirment qu'au moins 11 migrants sont morts des deux côtés de la frontière depuis le début de la crise cet été et ont réclamé une réponse humanitaire. La commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

qui s'est rendue dans la région frontalière mardi a affirmé que la situation à la frontière entre la Pologne et le Bélarus était «extrêmement complexe et problématique».

«Nous devons trouver un moyen de désamorcer la situation», a déclaré Dunja Mijatovic, soulignant à la presse que «l'objectif est vraiment d'arrêter la souffrance».

La télévision d'État russe a montré hier des centaines de migrants dans un centre couvert mis en place par les autorités bélarusses près de la frontière, où des familles avec des enfants ont passé la nuit.

Le ministère bélarusse de la Santé a déclaré avoir hospitalisé six personnes, dont quatre enfants.

M. M.



Commentaire

Travail

Par Fouzia Mahmoudi

Emmanuel Macron, le «président des riches» comme aime à le surnommer ses opposants de gauche, est visiblement surtout le président des «Français qui travaillent», de l'aveu du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Les plus pauvres seraient ainsi les grands perdants des mesures économiques prises durant le quinquennat d'Emmanuel Macron qui briguerait un second mandat en avril prochain. C'est la conclusion d'une étude de l'Institut des politiques publiques (IPP) parue mardi soir, étude sur laquelle le ministre de l'Économie a longuement été interrogé ce hier matin sur Sud Radio. Sans grande surprise, le patron de Bercy s'est défendu de faire partie d'un gouvernement tourné vers les plus riches uniquement, et a répété à l'envi qu'Emmanuel Macron était surtout le président des «Français qui travaillent». «Les gagnants, ce sont les Français qui travaillent», a donc insisté le ministre de l'Économie. Et de lister les mesures prises en faveur des salariés, dont la revalorisation de la prime d'activité ou la suppression de certaines cotisations sociales. Confronté, toutefois, aux résultats de l'étude de l'IPP qui montrent que les 5 % des Français les plus pauvres ont vu leur niveau de vie s'étaler de 0,5 % durant le quinquennat, Bruno Le Maire a regretté que ces données n'incluent pas certaines mesures prises pour les Français les plus modestes. Il a notamment cité le récent revenu d'engagement, l'indemnité inflation ou encore le remboursement à 100 % des soins dentaires et des lunettes. «Cela tempérerait les conclusions de l'étude», a-t-il assuré. Bruno Le Maire a, par ailleurs, assuré qu'il restait «très vigilant» au sujet d'une envolée de l'inflation, même s'il a rappelé sa conviction que celle-ci était «temporaire, tirée par la reprise d'activité dans certains coins du globe». «Notre responsabilité est de protéger les Français contre cette hausse des prix», a ajouté le ministre. Il a ensuite assuré que des augmentations de salaires étaient souhaitables, mais seulement «quand il y a tensions sur le recrutement», comme dans les métiers de la restauration qu'il faudrait «rendre plus attractifs». Bruno Le Maire a également défendu son bilan sur le front de la fiscalité d'entreprise, avec notamment la baisse des impôts de production de 10 milliards d'euros, et de l'IS à 25 %. Concernant les impôts de production, il s'est dit «tout à fait ouvert» à de nouvelles baisses dans les années qui viennent. Enfin, sur un possible reconfinement lié à la reprise de l'épidémie, Bruno Le Maire s'est montré volontairement grave : «Nous devons tout faire pour éviter de nous retrouver dans la situation où nous étions l'an dernier, a-t-il dit. On a qu'une envie, c'est que nos commerçants puissent ouvrir leurs magasins». Le Maire, en souhaitant défendre le bilan de Macron, finit en définitive par aller dans le sens de ceux qui accusent le président marcheur de prioriser les Français les plus aisés, à la défaveur des citoyens les plus modestes. Macron, qui n'est pas très apprécié chez les couches les plus défavorisées de la population, et ses partisans, n'arrivent décidément pas à s'adresser à ceux qui vivent le moins confortablement et qui sont pour le moment un électoral inaccessible pour le président.

F. M.

Royaume-Uni

Audition délicate pour Boris Johnson au Parlement sur fond de scandale de lobbying

Après deux semaines d'un scandale de lobbying qui a nourri des accusations de corruption contre son camp, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, se prépare à des explications délicates au Parlement.

A la suite d'une séance hebdomadaire de questions devant les députés qui s'annonce brûlante, le Chef du gouvernement conservateur doit répondre dans l'après-midi aux questions des chefs des principales commissions parlementaires, lors d'un rendez-vous régulier – trois fois par an – particulièrement délicat.

Egalement au menu des questions auxquelles Boris Johnson sera soumis, la COP26, la lutte contre la violence envers les femmes après plusieurs affaires retentissantes au Royaume-Uni et le budget.

Boris Johnson, affaibli dans les sondages, a proposé à la veille de cette audition de réformer le code de conduite parlementaire pour interdire aux députés d'être payés comme consultants politiques ou lobbyistes. Il veut aussi assurer que toute activité parallèle exercée par un député n'entraîne pas ses tâches parlementaires.

Ces propositions, à la formulation encore vague, interviennent après de nombreuses révélations sur des activités de lobbying de députés conservateurs ou de seconds emplois très rémunérateurs exercés par ces derniers malgré leur mandat électoral. Espérant couper l'herbe sous le pied de l'opposition, le Premier ministre a publié sa proposition sur Twitter au moment même où le chef du parti travailliste, Keir Starmer, s'exprimait sur le sujet, mettant Boris Johnson au défi d'ordonner une «enquête indépendante» s'il veut véritablement «déraciner la corruption».

Boris Johnson a appelé à un soutien transpartisan pour sa proposition de réforme, avant un vote à la Chambre des Communes à l'initiative du parti travailliste visant aussi à interdire les postes rémunérés d'administrateurs et les rôles de consultants. En venant le 3 novembre à la rescousse d'un député de son parti conservateur menacé de sanctions pour ses activités de lobbying, Boris Johnson a déclenché une tempête politique.

A l'origine de cette affaire, une enquête parlementaire

concluant que l'élu conservateur Owen Paterson avait fait pression à plusieurs reprises auprès de membres du gouvernement pour défendre deux entreprises pour lesquelles il agissait en tant que consultant rémunéré.

Estimant qu'il s'agissait d'une violation «flagrante» des règles encadrant le lobbying, la commission avait recommandé sa suspension pendant trente jours. Owen Paterson a finalement démissionné de son mandat de député.

Boris Johnson est lui-même confronté à des questions concernant de luxueuses vacances à l'étranger ou la rénovation coûteuse de son appartement de fonction.

Une semaine après le début de l'affaire, il s'est trouvé contraint de s'expliquer sur le sujet lors d'une conférence de presse à la COP26 sur le climat à Glasgow (Ecosse), au point d'avoir à déclarer que le Royaume-Uni n'était «pas un pays corrompu».

De son côté, la presse a épluché les activités des députés et multiplié les révélations sur celles, souvent grasses et rémunérées, qu'ils exercent en parallèle.



Natation

Une AG extraordinaire pour l'approbation du nouveau système de compétition

La Fédération algérienne de natation (FAN), tiendra samedi à Mostaganem, une assemblée générale extraordinaire, afin d'approuver les amendements proposés à l'ordre du jour, dont le changement du système de compétition, a appris l'APS, auprès de l'instance fédérale. "L'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire, prévue samedi à Mostaganem, comprend la révision des statuts généraux, et l'application du nouveau système de compétition, basé sur les compétitions zonales et régionales, qualificatives au championnat national, avec une légère modification des périodes de formation des jeunes catégories", a déclaré le président de la FAN, Mohamed Hakim Boughadou.

Selon la même source, le collègue technique annuel de l'instance fédérale, réuni en

septembre dernier, avait présenté de nouveaux amendements concernant le nouveau système de compétition applicable au niveau des régions. * Les compétitions débiteront par la phase des wilayas, avant de passer à la phase régionale, puis nationale, ce qui permettra aux meilleurs éléments de passer à la phase d'élite".

Concernant les jeunes catégories, le président de la FAN a révélé la réduction d'une année sur la période de formation de la catégorie des juniors, pour l'ajouter à celle des benjamins. Ainsi, les périodes de formation des jeunes seront comme suit: Juniors (2 ans), minimes (2 ans), Benjamins (3 ans), alors que la catégorie des cadets n'existe pas dans le cursus de formation, sportive en natation.

Fédération algérienne de boxe

Sept membres de l'exécutif dénoncent la gestion "individuelle" du président

Sept membres du bureau exécutif de la Fédération algérienne de boxe (FAB) ont dénoncé la gestion "individuelle" du président Abdenour Ferhat-Fazil et sollicitent le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire (AGE), consacrée au retrait de confiance. Dans une requête adressée au MJS et au président du Comité olympique et sportif algérien (COA) dont l'APS détient une copie, les sept membres du bureau exécutif contestent "la prise de décisions individuelles sans qu'elles soient validées par le bureau fédéral et s'immiscer dans les prérogatives des présidents de différentes commissions fédérales." "Nous sollicitons l'intervention du ministre de la Jeunesse et

des Sports pour stopper cette situation de non-droit qui nuit à la stabilité et à la bonne marche de notre instance fédérale. Le ministre nous a honoré par une réception au siège du MJS et il a tenu ses promesses à travers les moyens humains et financiers qui nous ont été engagés, mais malheureusement, le président de la FAB continue à gérer l'instance fédérale d'une manière unilatérale.", a-t-on relevé. Pour les membres contestataires, le président de la FAB a créé à travers sa gestion "une situation malsaine au sein des différentes ligues de wilayas, s'immiscer dans le travail des entraîneurs nationaux, notamment ceux de la sélection algérienne seniors et son intervention sans cesse dans le choix des athlètes sélectionnés."

Volley-ball

Les sélections nationales poursuivent leur préparation à Alger

Les sélections algériennes de volley-ball, messieurs et dames, seront en stage de préparation jusqu'au 26 novembre au Centre national de regroupement des talents de l'élite sportive de Soudania (Alger), en prévision des Jeux méditerranéens d'Oran en 2022, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB). La sélection masculine, dirigée par Mourad Senoun, sera en stage du 16 au 21 novembre, alors que son homologue féminine, entraînée par Nabil Tennoun effectuera son regroupement du 21 au 26 novembre. Les sélections nationales de volley ont effectué plusieurs stages depuis la nomination des sélectionneurs Mourad Senoun (messieurs) et Nabil Tennoun (dames), en juin dernier, pour préparer dans les meilleures conditions les prochaines compétitions internatio-

nales, dont les Jeux méditerranéens d'Oran en 2022. La FAVB a également indiqué que la 3e journée des Championnats d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 (messieurs et dames), se dérouleront le mardi 30 novembre.

La Fédération algérienne d'Haltérophilie (FAH), s'est engagée à diminuer les difficultés financières et logistiques des ligues des différentes wilayas, lors d'une visite effectuée dans la wilaya de Tébessa, afin d'atteindre les objectifs assignés par l'instance fédérale, les ligues et les clubs, a indiqué mardi la FAH. Le président de la FAH, Smail Boulahia, accompagné du directeur méthodologique de développement et de formation Abderrahmane Kebbar, s'est rendu dans la Wilaya de Tébessa dans le cadre du renouvellement des infrastructures locales d'animation sportives en application du programme

Belmadi devra apporter des corrections

Des satisfactions et des déceptions chez les "Verts"

■ L'équipe nationale de football a arraché le ticket tant convoité pour les barrages qualificatifs au Mondial qatari et cela est en lui-même une très bonne satisfaction.

Par Mahfoud M.

Au-delà du résultat, c'est tout le parcours de ces éliminatoires qui reste à féliciter, puisque la sélection nationale a réussi pratiquement un sans faute, n'était les deux matchs nuls face au redoutables Burkinabais, 1-1 puis 2-2 dernièrement au stade Tchaker de Blida. Les Verts ont même réussi à atteindre un record intéressant de 33 matchs sans aucune défaite. Face au Burkina Faso les poulaains de Belmadi ont fait l'essentiel étant donné qu'un match nul était satisfaisant pour passer aux barrages, mais cela ne cache pas les erreurs commises lors de cette rencontre. Il faut savoir que la défense est peu rassurante et des erreurs de débutants ont été effectuées avec un Benlamri qui n'a pas donné l'assurance qu'il fallait à l'arrière garde et a été responsable du penalty accordé aux "Etalons" qui avait donné des sueurs froides au public présent dans les travées du stade Tchaker de Blida. Mendi a, de son côté, tenté de se reprendre



Les verts se doivent de se corriger les lacunes

après les erreurs avec son équipe de Villerséclaire mais il a été court devant la vivacité de Sanogo qui avait égalisé à 1-1 et semblait loin de sa forme habituelle. Au milieu de terrain, le jeune Zerrouki était loin de la forme qu'il devait avoir et a commis de nombreuses erreurs, ce qui avait permis aux Burkinabais de faire la loi au milieu de terrain. Même en attaque, Bounedjah et Mahrez, malgré son but, n'étaient pas au

rendez-vous. Tout cela devra être pris en compte par le sélectionneur national qui devra revoir sa copie surtout que lors des barrages il s'agira de donner la réplique à un des grands d'Afrique, et cela ne sera pas facile surtout que l'enjeu est grand et toutes les équipes souhaitent arracher le billet de la qualification pour la phase finale du Mondial.

M. M.

Ligue I (5e journée)

L'USB pour confirmer

L'US Biskra, leader surprise de la Ligue I se devra de confirmer et décrocher un autre succès à domicile face à l'USMA. Les Vert et Noir et même s'ils savent que cela ne sera pas facile face à la formation de Soustra mais restent quand même déterminer à prendre les trois points. Les poulaains de Bouzidi, et malgré la crise financière, s'en sort plutôt bien et ne souhaite pas en rester là. Le dauphin, le Mouloudia d'Alger, lui, se rendra à Relizane pour croiser le fer avec le Rapid local. Certes, cela sera difficile pour le Doyen des clubs algériens, d'autant plus que le RCR souhaite sortir du trou, mais il reste quand même décidé à s'en tirer avec le meilleur résultat pos-

sible. L'O Médéa, le co-dauphin, et qui est aussi à sept points aura fort à faire au cours du match qui l'opposera au CR Belouizdad. Ce dernier, reste sur un succès face au PAC et souhaite confirmer son retour en force. La JS Saoura qui est cinquième avec six points se rend à Chelghoum Laïd pour affronter la lanterne rouge, le HBCL, tentant de décrocher les trois points du succès lors de cette rencontre. La JS Kabylie qui revient en force en réussissant un nul à l'extérieur aura l'occasion de confirmer en affrontant le RC Arba qui reste dans ses cordes. Toutefois, il faudra être sur ses gardes d'autant plus que l'adversaire souhaite quitter la zone des turbulences et fera tout pour y

arriver. Le match opposant l'ASO Chlef au NA Hussein-Dey s'annonce équilibré d'autant plus que les deux équipes ont pratiquement le même niveau. Pour le reste des rencontres, les équipes locales partent avec les faveurs du pronostic et devraient l'emporter sauf surprise.

M. M.

Le programme :

Vendredi 19 novembre :
HBCL-JSS (15h)
JSK-RCA (17h)
MCO-ESS (17h)
Samedi 20 novembre:
CRB-OM (14h30)
NCM-PAC (14h30)
WAT-CSC (15h)
ASO-NAHD (15h)
RCR-MCA (15h)
USB-USMA (18h)

Haltérophilie

La FAH s'engage à accompagner les ligues de wilaya

de la commission de développement et le renouvellement de ligue de wilaya de Tébessa. Après avoir fait le point sur la situation réglementaire de la Ligue au niveau des activités physiques et sportives en présence du représentant du mouvement associatif et le directeur de la jeunesse et des sports de la Wilaya, les différentes parties se sont mises d'accord pour l'ouverture d'une nouvelle page dans l'histoire de cette discipline au niveau local, pour un avenir meilleur. "Cette nouvelle optique nécessite la conjugaison des efforts de tous, dans le but de renouveler la pierre angulaire de l'haltérophilie dans le

chef-lieu de Wilaya" ajoute la même source. Selon la page officielle de la FAH, cette rencontre a été une opportunité de rassembler la famille de cette discipline composée de cadres, docteurs, arbitres internationaux, anciens sportifs, après des "différends" survenus dernièrement entre les membres de la Ligue et les athlètes. Lors de cette rencontre, les intervenants ont abordé les difficultés et les défis qui attendent la ligue de Tébessa, en portant à la connaissance des présidents de clubs, les opérations de formation des entraîneurs et recyclage du corps arbitral afin de fructifier le capital technique local.

23^e réunion du GECF

La nécessité d'investir davantage dans le gaz naturel soulignée

Le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) a souligné, à l'issue de sa 23^e réunion ministérielle, la nécessité d'investir davantage dans le gaz naturel afin d'atteindre l'égalité énergétique pour toutes les parties du monde.

Selon le communiqué final publié mardi soir, qui a sanctionné les travaux de cette réunion à laquelle a pris part le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, les pays membres du Forum ont relevé que «la pénurie de gaz démontre la nécessité d'investir davantage dans le gaz naturel comme un marché abondant et bon, source d'énergie flexible pour atteindre l'égalité énergétique pour toutes les parties du monde de manière durable».

Présidée par le ministre des Hydrocarbures et des Énergies de Bolivie, Franklin Molina Ortiz, la 23^e réunion ministérielle, organisée par visioconférence, a noté aussi l'importance des efforts communs des pays du GECF dans le domaine du développement du gaz naturel et de la stabilisation du marché de l'énergie, dans le contexte d'une hausse sans précédent des prix du gaz.

Les ministres ont salué également l'intérêt accru pour le gaz naturel lors de la COP26, qui s'est récemment terminée, où plusieurs dirigeants mondiaux ont soutenu le gaz comme étant «le signe avant-gardiste du développement économique et durable».

En tant qu'observateur de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Forum avait exhorté la communauté internationale à Glasgow à considérer le gaz comme la

solution pour atteindre le juste équilibre entre les exigences économiques et sociales post-Covid et contraintes environnementales.

Tout en notant que les prix élevés du gaz ne sont pas dans l'intérêt des acheteurs ou des vendeurs, les ministres ont réitéré «le rôle fondamental des contrats gaziers à long terme et de la tarification du gaz basée sur l'indexation du pétrole pour garantir des investissements stables dans le développement des ressources en gaz naturel».

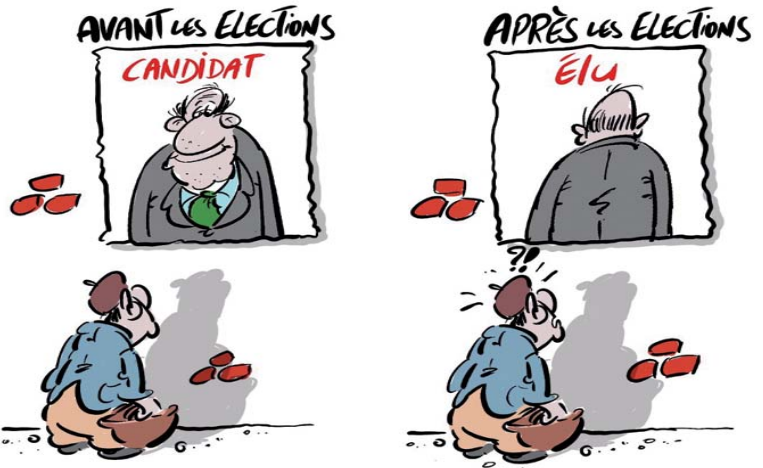
Malgré les récents bouleversements connus sur les marchés de l'énergie, les pays membres du Forum restent «optimistes» sur les perspectives immédiates et à long terme du gaz naturel, qui sera le premier combustible fossile dans le monde d'ici à 2050 et devra augmenter sa part de 23 % actuellement à 27 %, a-t-on précisé dans le communiqué.

Lors de cette 23^e réunion, les ministres ont reçu un aperçu de l'édition 2021 de la publication phare du GECF, «Global Gas Outlook 2050», qui sera dévoilée en marge du 6^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Forum prévu à Doha (Qatar) en février 2022. A cette occasion, ils ont salué le travail «important» effectué par le nouvel Institut de recherche sur le gaz dans le domaine de recherches sur des technologies innovantes et d'autres solutions.

A noter que le conseiller auprès du ministère algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Hamel, a été désigné en tant que secrétaire général du Forum, à compter du 1^{er} janvier 2022.

K. L.

Campagne électorale



Louvis

Djalou@hotmail.com

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus 8 quintaux de kif traité

Le Maroc continue d'inonder l'Algérie de cannabis

■ Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, du 10 au 16 novembre 2021, plusieurs opérations contre la criminalité ayant abouti à l'arrestation de plusieurs narcotrafiquants et la mise en échec des tentatives d'introduction de plus 8 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc, selon un bilan rendu public hier par le ministère de la Défense nationale.

Par Samia H.

«**D**ans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'ANP ont mené, du 10 au 16 novembre 2021, plusieurs opérations qui témoignent de l'engagement inflexible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays», précise la même source.

«Dans le contexte des opérations de lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires, 20 narcotraficants et ont mis en échec des tentatives d'introduction d'immenses quantités de drogues via les frontières avec le Maroc, s'élevant à 8 quintaux et 31,5 kilogrammes de kif traité, tandis que 28 autres narcotraficants ont été arrêtés en leur possession 27,5 kilogrammes de la même substance et 50 185 comprimés psychotropes, saisis dans diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires», ajoute le communiqué du MDN. Par ailleurs, «des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, 374 individus et saisi 22 véhicules, 177 groupes électrogènes, 156 marteaux-piqueurs, 6 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 56

quintaux de mélange d'or brut et de pierres», relève la même source, ajoutant que «29 autres individus ont été arrêtés, 7 fusils de chasse, 6 pistolets automatiques, 16 822 cartouches pour fusils de chasse, 226 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, 25 965 paquets de tabac et 19 241 unités de diverses boisons ont été saisis à Adrar, El-Oued, Biskra, In Amenas, M'sila et Mostaganem». En outre, «des tentatives de contrebande de quantités de carburant s'élevant à 22 175 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras», indique le communiqué du MDN, relevant dans un autre contexte, que «124 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Djanet, Adrar, Ouargla, Tlemcen et El-Tarf».

S. H.

Sahara occidental

Le Royaume-Uni appelle à renouer avec le processus politique dirigé par l'ONU

Le ministre d'État britannique au Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, James Cleverly, a réaffirmé la position du Royaume-Uni concernant le conflit au Sahara occidental, appelant à renouer avec le processus politique dirigé par l'ONU.

En réponse à une question écrite d'un député du parti Labour, Graham Morris, l'interrogeant sur l'utilisation de drones de combat ou de surveillance par le Maroc dans les territoires sahraouis occupés, M. Cleverly

a préféré esquisser.

Et de déclarer : «Le Royaume-Uni discute régulièrement de la situation au Sahara occidental avec les parties. Nous continuons d'exhorter les parties (Front Polisario/Maroc) à éviter une nouvelle escalade, à revenir à un cessez-le-feu et à renouer avec le processus politique dirigé par l'ONU». Il a affirmé que le Royaume-Uni «soutient pleinement les efforts de l'ONU pour parvenir à une solution politique, juste, durable et mutuellement acceptable, qui prévoit l'autodétermination du peuple du Sahara

occidental». A la question du député Navendu Mishra demandant si le gouvernement britannique avait saisi le Maroc pour respecter le droit des Sahraouis en ce qui concerne l'exploitation de leurs ressources, James Cleverly a répondu que le Royaume-Uni prenait note du point de vue juridique de l'ONU de 2002, selon lequel l'activité commerciale au Sahara occidental (y compris l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles) devait être au profit du peuple du Sahara occidental.

N. B.

Voile

Décès en mer de l'entraîneur du club Sindbad Oran

L'entraîneur du club Sindbad Oran, Ziane Fayçal, est décédé mardi d'une crise cardiaque, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de voile (FAV).

«Le défunt Ziane Fayçal avait fait une sortie en mer. A un moment donné, il a été pris d'une malaise cardiaque, auquel il a fini par succomber», a précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué.

Avant sa reconversion et la prise en charge des commandes techniques du club Sindbad

Oran, Ziane Fayçal a été un important véliplanchiste algérien. Il avait, d'ailleurs, le statut d'international et avait représenté son pays dans différents événements internationaux.

La FAV a profité de l'occasion pour présenter des condoléances officielles à la famille du défunt, imitée un peu plus tard par des élèves du club Sindbad qui étaient relativement nombreux à publier des messages émouvants sur les réseaux sociaux.

R. N.